

LA CONVERGENCE DES LUTTES EST INCONTOURNABLE

Depuis la fin de l'été, la mise en application des mesures et des projets de Nicolas SARKOZY et du gouvernement touchant à la Fonction Publique et à ses agents a repris de plus belle.

LES SALAIRES ET LE POUVOIR D'ACHAT

Le Président de la République, qui s'est fait notamment élire en se proclamant le champion toutes catégories de la feuille de paie, a aujourd'hui tombé entièrement le masque.

En effet, depuis plus de 20 ans, jamais la valeur du point n'avait autant perdu par rapport à l'inflation que depuis son arrivée au pouvoir. Qu'on en juge : depuis juin 2007 et jusqu'à septembre 2008 inclus – soit 16 mois – le recul se situe aux environs de 2,8 %. Et ce ne sont évidemment pas les 0,3 % d'augmentation du 1^{er} octobre 2008, pas davantage que les 0,8 % annoncés pour 2009 qui vont changer la donne. Bien au contraire.

Pour les plus de 5 millions d'agents de la Fonction Publique – comme pour les salariés du privé, Nicolas SARKOZY est en vérité le Président anti-pouvoir d'achat, sauf pour l'infime minorité des très fortunés.

L'EMPLOI

Sur ce plan là également, la politique menée est profondément régressive. Avec quelques 30.600 emplois budgétaires en moins, le projet de budget 2009 est - à cette aune comme à d'autres - le plus calamiteux de ces 25 dernières années.

S'il est voté en l'état, il portera le total des réductions d'emplois à plus de 90 000 depuis 2003. Et encore ce chiffre va-t-il s'avérer inférieur à la réalité. En effet, la LOLF, en œuvre depuis 2006, propose des plafonds d'emplois indépassables, ce qui revient à dire à l'inverse qu'abaisser les planchers est autorisé, voire recommandé. Ainsi, en 2006, alors que la loi de Finances initiale prévoyait 9 865 emplois en moins, les chiffres définitifs fournis par la Fonction Publique elle-même cet été font état d'environ 40 000 emplois disparus dans l'ensemble des ministères !

De surcroît, même si crise aidant un revirement politique semble s'amorcer, depuis 2003, ce sont également des dizaines de milliers d'emplois aidés qui ont été rayés de la carte.

A ce rythme là, ce seront bel et bien entre 250 000 et 300 000 emplois qui auront été supprimés dans la Fonction Publique de l'Etat d'ici 2011.

Les conséquences de cette politique sont catastrophiques pour les agents dont les conditions de travail ne peuvent que se détériorer encore davantage.

Mais aussi pour toute la population, qui subira de plein fouet l'altération de la qualité du service public rendu.

Et, au bout du compte, ne soyons pas dupes : ces réductions massives et sans précédent de l'emploi public préparent de nouvelles privatisations en tout genre.

LES MISSIONS

Avec la Révision Générale des Politiques Publiques (R.G.P.P.), c'est la Fonction Publique dans son entier qui est menacée.

Toutes les mesures prises ou prévues – délocalisations, réaménagement territorial de l'Etat, fusions de services, contraintes sur le budget des collectivités territoriales, projet de loi de finances de la Sécurité Sociale indigent – vont dans le même sens et sont envisagées à travers le même prisme : réduire l'intervention publique, démanteler la Fonction Publique.

Il ne s'agit absolument pas d'adapter et de moderniser celle-ci aux besoins et à l'intérêt général d'aujourd'hui et de demain, mais, à l'opposé, de livrer au secteur marchand et concurrentiel des pans entiers de missions actuellement remplis par le service public.

Et tout cela s'appuyant sur une politique fiscale et de prélèvements obligatoires profondément néfastes.

LE STATUT

Afin de boucler la boucle, les ministres en charge de la Fonction Publique cherchent à imposer une toute autre conception du Statut des fonctionnaires que celle qui prévaut aujourd'hui.

D'ailleurs, le terme même de Statut est impropre pour qualifier leurs velléités.

En effet, en remettant en cause les concours, en généralisant le non-titulariat et l'intérim, en étendant et augmentant les parts variables et aléatoires de rémunération, en envisageant la création d'une nouvelle position antichambre de mises en disponibilité d'office massives... c'est bel et bien la fin du Statut et de ses principes qu'on nous annonce. Avec cette disparition annoncée, c'est non seulement aux droits et obligations des fonctionnaires que l'on s'attaque mais, de manière indissociable, à des garanties fondamentales pour les citoyens.

IMPOSER D'AUTRES CHOIX

Que ce soit sur les salaires, l'emploi, les missions..., c'est d'une tout autre politique actuelle dont ont besoin la population et les agents.

Augmenter fortement la valeur du point, c'est juste, possible et très positif pour la protection sociale et une croissance pérenne.

Développer les missions publiques en regard des besoins et droits d'aujourd'hui, c'est indispensable pour toute la population, pour le progrès social.

Mettre en regard de ces missions, les effectifs statutaires et qualifiés, voilà ce qui est bon pour tout le monde.

Asseoir les ressources de la Fonction Publique, sur une nouvelle politique fiscale visant à une meilleure répartition des richesses créées, constituerait une véritable réforme participant d'une véritable justice.

Plus que jamais, l'U.G.F.F. soutient activement et sans réserve les luttes en cours et à venir. Elle appelle sans attendre à travailler et proposer toutes les convergences possibles. Elle continue à mettre tout en œuvre pour la construction d'un mouvement unitaire sur l'ensemble de la Fonction Publique.

D'ores et déjà, l'U.G.F.F. s'inscrit résolument dans toutes les initiatives inter-professionnelles qui seront proposées.

Elle appelle partout les personnels à mettre en débat des perspectives concrètes d'un mouvement fort, unitaire et convergent, ainsi que des formes qu'il pourrait prendre.

DES MOBILISATIONS MULTIPLES

Face à cette politique destructrice, de nombreuses et fortes mobilisations se sont développées dès l'automne 2007 et durant le premier semestre 2008.

Ces dernières semaines ont été également marquées par des mouvements forts et déterminés et les jours à venir sont porteurs de nombreux rendez-vous revendicatifs.

Ces actions, qui ont toujours un cadre unitaire très large, portent toutes, au fond, les mêmes exigences : refus des démantèlements programmés et de véritables alternatives porteuses de progrès pour tous.

CONSTRUIRE LE MOUVEMENT ENSEMBLE

L'U.G.F.F.-C.G.T. a la ferme conviction qu'il faut dès aujourd'hui bâtir des perspectives concrètes de mobilisation rassemblée.

Parce que la politique de Nicolas SARKOZY et du Gouvernement est d'une grande cohérence, il est indispensable de faire converger nos luttes pour que se construise et se développe le mouvement nécessaire pour imposer d'autres choix.

C'est ce que porte notre organisation, réunion unitaire après réunion unitaire.

L'U.G.F.F. ne peut que regretter que ses propositions d'actions transversales dans un délai très rapide et, en tout état de cause, avant la fin de l'année, rencontrent peu d'échos favorables de la part des autres syndicats.

Cela ne nous conduit en rien à en rabattre sur notre engagement.

Montreuil, le 7 novembre 2008